

**Réponse du groupe ILIAD au Projet de décision précisant les conditions d'accessibilité et d'ouverture
des infrastructures et des réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique des
territoires**

(13 octobre - 17 novembre 2010)

1	OBSERVATIONS SUR LE PROJET DE DECISION	3
1.1	Définitions.....	3
1.2	Principe d'égalité.....	3
1.3	Implantation d'équipements passifs	3
2	PROPOSITIONS D'EVOLUTION DU PROJET DE DECISION	4
2.1	Définitions.....	4
2.2	Infrastructures Accessible	5
2.3	Infrastructure Ouverte	5
2.4	Réseau Accessible	5
2.5	Réseau Ouvert.....	5

Introduction

Le Parlement a adopté le 17 décembre 2009 la loi 2009-1572 en vue, notamment, de prévenir une nouvelle fracture numérique dans le très haut débit par la création du fonds d'aménagement numérique des territoires (article 24) (FANT).

Ce fonds a pour objet de contribuer au financement de travaux de réalisation d'infrastructures et réseaux s'inscrivant dans le cadre des schémas directeurs des collectivités territoriales dans les zones où l'initiative privée ne sera pas suffisante. Les résidents de ces zones devront accéder au très haut débit dans des conditions financières raisonnables. En plus de ces conditions, l'article 24 dispose que les infrastructures et réseaux devront être « accessibles et ouverts dans des conditions précisées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ».

C'est dans ce cadre que l'Autorité a publié le présent projet de décision qui vise à préciser les conditions d'ouverture et d'accessibilité des infrastructures et réseaux.

Calendrier de décision

Les modalités de financement du FANT sont encore inconnues. Il n'y a d'ailleurs aucune urgence à alimenter ce fonds, dans la mesure où les déploiements fibre s'effectueront pour l'essentiel sur fonds privés au cours des quatre prochaines années. De plus, le programme national très haut débit a d'ores et déjà prévu un fonds d'aide public pour le très haut débit, dont le montant n'a même pas commencé à être octroyé. Il ne paraît pas indispensable d'adopter dès à présent une décision précisant les conditions d'ouverture et d'accessibilité pour l'octroi de financement d'un fonds qui n'existe en pratique pas.

Par ailleurs, deux décisions structurantes de l'Autorité sont attendues au cours des prochains mois : la décision précisant les conditions de déploiement du très haut débit en dehors des zones très denses et la décision relative à l'analyse des marchés 4 et 5. Or, ces décisions seront amenées à définir des notions d'offres d'accès aux réseaux très haut débit en zone moins dense, d'accès aux infrastructures ou d'accès aux solutions de montée en débit. Les questions d'ouverture et d'accessibilité des réseaux très haut débit seront abordées par ces décisions. Il existe un fort risque de contradiction entre les termes du présent projet et les décisions à intervenir. Inverser l'ordre d'adoption des textes paraîtrait préférable.

La définition des critères d'accessibilité et d'ouverture des réseaux très haut débit par l'Autorité en application de l'article 24 de la loi 2009-1572 ne semble donc ni opportune, ni nécessaire à ce jour. L'Autorité pourrait demander au gouvernement un délai supplémentaire, en vue d'une adoption de ce projet de décision au premier semestre 2011.

1 Observations sur le projet de décision

1.1 Définitions

Le projet de décision s'attache à définir les critères d'accessibilité et d'ouverture notamment à travers deux définitions applicables aux infrastructures et réseaux. En revanche, les autres termes utilisés dans le texte ne sont pas définis, ce qui pourrait conduire à des interprétations divergentes. L'Autorité a pris la précaution, dans ses décisions et projets de décision sur la fibre ou sur le dégroupage de définir précisément les termes utilisés. Une précaution identique nous semblerait souhaitable dans le présent projet. Les termes suivants pourraient utilement être définis : infrastructures, accès passif, accès actif et prestation d'accès.

1.2 Principe d'égalité

Selon le projet de décision, une infrastructure ou un réseau est « ouvert » dès lors qu'il fait l'objet d'une offre non discriminatoire respectant le principe d'égalité :

« Est considéré comme une infrastructure ou un réseau de communications électroniques « ouvert », toute infrastructure ou tout réseau qui fait l'objet d'une offre d'accès non discriminatoire, garantissant une utilisation partagée, et respectant le principe d'égalité et de libre concurrence sur le marché des communications électroniques. »

L'utilisation du terme « égalité », même s'il est déjà présent le texte du L.1425-1, nous semble ici problématique. Les opérateurs souhaitant être présents sur le marché du très haut débit connaissent des situations commerciales et financières très différentes, notamment en zone peu dense. Les offres d'accès dont ils ont besoin peuvent donc être différentes. Tant l'Autorité de régulation que l'Autorité de concurrence ont d'ailleurs indiqué que des offres d'accès équitables à des réseaux FTTH en zone moins dense n'étaient pas nécessairement des offres où chaque opérateur achetait exactement la même chose pour le même prix. Il nous semblerait préférable de mentionner :

« ...d'offre d'accès équitable, objective, transparente et non discriminatoire »

1.3 Implantation d'équipements passifs

L'implantation d'équipements passifs et actifs est condition essentielle de l'accès passif et ne peut être une faculté laissée à la discrétion du maître d'ouvrage ainsi que cela ressort de l'article 4 du projet de décision.

Le projet de décision semble laisser cette faculté au maître d'ouvrage d'autoriser ou non l'implantation d'équipements actifs. Aider le déploiement de réseaux ne permettant pas l'implantation d'équipements actifs ne tiendrait pas compte des besoins des architectures très haut débit des différents opérateurs et induirait un biais technologique en faveur de certaines architectures. L'expérience montre que l'intensité de concurrence obtenue par une seule compétition fondée sur des offres active, du type *bitstream*, n'est pas satisfaisante et n'est pas soutenable dans la durée.

Nous souhaiterions que le projet de décision de l'Autorité soit modifié pour conditionner la définition d'ouverture à la fourniture effective d'un accès purement passif, de bout en bout, et ceci a minima pour les réseaux filaires.

2 Propositions d'évolution du projet de décision

2.1 Définitions

Infrastructures : désignent les installations physiques nécessaires au déploiement des réseaux ainsi que les ressources associées requises pour accéder aux installations physiques et permettant le raccordement des infrastructures et réseaux de plusieurs opérateurs. Les installations physiques et ressources associées peuvent être souterraines ou aériennes tels qu'à titre d'exemples : fourreaux, chambres, locaux, abris, pylônes, appuis extérieurs ou aériens, etc. Les installations physiques et ressources associées permettent :

- le déploiement d'un réseau très haut débit destiné à desservir directement l'ensemble de la population de la zone concernée,
- ou le raccordement à des infrastructures accueillant un réseau très haut débit desservant directement l'ensemble de la population de la zone concernée.

Accès Passif : désigne l'accès à un réseau passif, sans aucun équipement actif intercalé entre le point de raccordement de l'opérateur utilisateur et le point de terminaison mis à disposition de l'utilisateur final.

Accès Actif : désigne l'accès à un réseau activé, avec un ou plusieurs équipements actifs intercalés entre le point de raccordement de l'opérateur utilisateur et le point de terminaison mis à disposition de l'utilisateur final. Les éventuelles restrictions d'accès à certains équipements actifs ou couches protocolaires sont strictement limitées aux impératifs de maintien de l'intégrité du réseau. L'opérateur fournissant l'accès s'efforce de proposer des interfaces standardisées, du plus bas niveau possible.

Prestation d'accès : désigne la mise à disposition effective d'infrastructures ou de réseaux ainsi que les moyens nécessaires à cette mise à disposition, dans des conditions techniques et financières raisonnables, équitables, objectives, transparentes, non-discriminatoires et permettant aux opérateurs utilisateurs de pouvoir proposer un accès aux services de communications électroniques en très haut débit. Font partie de la prestation d'accès tant à un réseau qu'à des infrastructures :

- la disponibilité préalable et pendant toute la durée d'utilisation des infrastructures ou du réseau des informations :
 - relatives au réseau et aux infrastructures : sites pertinents, zone de couverture, emplacement des points d'accès, calendrier de déploiement, etc.
 - relatives aux règles d'ingénierie (conditions de raccordement, d'hébergement, équipements et moyens d'interconnexion, règles de partage des espaces d'hébergement, etc.),
 - relatives aux règles d'exploitation et de maintenance, notamment d'accès aux installations par le personnel et les sous-traitants, normes de sécurité,

- la grille tarifaire pour l'intégralité des composantes de la prestation d'accès,
- les processus de commande et de livraison et l'accès aux systèmes d'information correspondant,
- les processus de facturation et de paiement et l'accès aux systèmes d'information correspondant,
- les engagements de qualité de service, les mécanismes incitatifs à leur respect et l'accès aux systèmes de contrôle correspondant,
- les processus de signalisation d'incidents, de contrôle et de suivi des interventions ainsi que l'accès aux systèmes d'information correspondant,
- les conditions de souscription et de résiliation,
- les délais et préavis de commande, de réponse, de livraison, d'intervention, etc.

2.2 Infrastructures Accessible

Au sens de l'article 24 de la loi 2009-1572 relative à la lutte contre la fracture numérique, une Infrastructure est accessible lorsqu'il existe de manière pérenne une Prestation d'Accès permettant un accès effectif à l'Infrastructure dans des conditions compatibles avec le déploiement d'un réseau très haut débit.

2.3 Infrastructure Ouverte

Au sens de l'article 24 de la loi 2009-1572 relative à la lutte contre la fracture numérique, une Infrastructure est ouverte lorsqu'elle remplit les deux conditions suivantes :

- l'Infrastructure peut être raccordée par plusieurs opérateurs déployant un réseau très haut débit ;
- l'Infrastructure peut être utilisée pour le déploiement de plusieurs réseaux très haut débit ou, a minima, pour le déploiement d'un réseau Accessible et Ouvert.

2.4 Réseau Accessible

Au sens de l'article 24 de la loi 2009-1572 relative à la lutte contre la fracture numérique, un Réseau est Accessible lorsque les deux conditions suivantes sont réunies

- il existe de manière pérenne une Prestation d'Accès permettant un accès effectif au réseau dans des conditions compatibles avec la commercialisation d'offres très haut débit ;
- il existe une prestation de lien de raccordement du réseau sites des opérateurs demandeurs, leur permettant de raccorder le réseau dans des conditions techniques et économique raisonnables.

2.5 Réseau Ouvert

Au sens de l'article 24 de la loi 2009-1572 relative à la lutte contre la fracture numérique, un réseau filaire est dit ouvert lorsqu'il peut être utilisé par l'intermédiaire d'une Prestation d'Accès Passif.

Au sens de l'article 24 de la loi 2009-1572 relative à la lutte contre la fracture numérique, un réseau hertzien est dit ouvert lorsqu'il peut être utilisé par l'intermédiaire d'une Prestation d'Accès Passif et d'une Prestation d'Accès Actif.